



Bruxelles, le 11 janvier 2011

JM/sw

M. Olli Rehn
Commissaire en charge des affaires économiques et monétaires
Commission européenne
Berlaymont
1049 Bruxelles

*Copie à: M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne
M. László Andor, Commissaire en charge de l'emploi, des affaires
sociales et de l'inclusion
M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen
M. Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire
international
M. Jean-Claude Trichet, Président de la Banque centrale européenne
M. Viktor Orbán, Premier ministre de Hongrie – Présidence de l'UE
M. Philippe De Buck, Directeur Général de Business Europe*

[Lettre envoyée par e-mail]

Monsieur le Commissaire,

Je reçois actuellement des rapports de syndicats grecs et irlandais concernant le rôle de vos fonctionnaires dans la mise en oeuvre des plans de sauvetage de l'UE/du FMI.

L'accusation spécifique est que les fonctionnaires de la Commission ne tiennent pas compte des processus de dialogue social et de négociation collective et interviennent directement sur les marchés de l'emploi de ces pays. Des diktats sont prononcés afin de réduire les niveaux de vie. Des propositions émanent de la Commission qui visent à réduire les salaires minimum et à atténuer les "rigidités" salariales, à diminuer les droits à la pension, à rendre les marchés du travail plus flexibles et, dans le cas de l'Irlande, à permettre aux salaires de refléter les "conditions du marché" (les termes entre guillemets sont extraits de la correspondance de M. Szekely de la DG Affaires économiques et financières).

Je ne devrais pas vous rappeler que cette politique d'interférence marquée dans les marchés du travail bafoue toutes les pieuses déclarations de la Commission concernant l'autonomie des partenaires sociaux, l'importance du dialogue social et l'exclusion spécifique dans les traités de l'UE d'une compétence européenne sur les salaires.

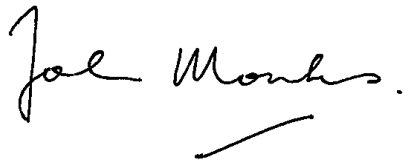
En fait, elle constitue une attaque contre l'Europe sociale et présente un net contraste

avec la vision très souple et non-interventionniste concernant l'augmentation rapide des niveaux des hauts salaires, y compris les bonus des banques.

Il est clair à présent que cette attaque est un exemple type de pression à la baisse encouragée par la Commission sur les conditions sociales de l'Europe. Les propositions concernant la gouvernance économique généraliseront probablement ces pressions dans la zone euro et au-delà, et ne s'appliqueront pas seulement aux pays confrontés à des difficultés sur les marchés mondiaux des obligations.

Dans ces circonstances, je vous demande une réunion d'urgence afin de clarifier ces questions et je vous signale qu'il sera impossible à la CES de soutenir une action de l'UE dans cette direction, ou des propositions sur la gouvernance économique - ainsi que tout nouveau traité qui les contient - qui ressemblent à certains égards aux dispositions sur la réparation (punition) du Traité de Versailles, et réduisent les Etats membres à un statut quasi colonial.

Dans l'attente de votre réponse immédiate à ma demande, je vous prie d'agréer l'expression de mes sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, reading "John Monks." with a horizontal line underneath.

John Monks
Secrétaire général